



HAL
open science

L'agriculture familiale et ses réappropriations locales par le mouvement paysan colombien

Mathilde Allain, Alice Beuf

► **To cite this version:**

Mathilde Allain, Alice Beuf. L'agriculture familiale et ses réappropriations locales par le mouvement paysan colombien. *Revue Tiers Monde*, 2014, *Agricultures familiales: trajectoires, modernités et controverses (I)*, 4 (220), pp.45-62. 10.3917/rtm.220.0045 . halshs-01153770

HAL Id: halshs-01153770

<https://shs.hal.science/halshs-01153770v1>

Submitted on 25 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

AGRICULTURES FAMILIALES : TRAJECTOIRES, MODERNITÉ ET CONTROVERSES (I)

L'AGRICULTURE FAMILIALE ET SES RÉAPPROPRIATIONS LOCALES PAR LE MOUVEMENT PAYSAN COLOMBIEN

Mathilde Allain^{*}, avec la collaboration d'Alice Beuf^{**}

Cet article propose d'analyser les mécanismes d'appropriation locale du concept international d'agriculture familiale à partir des revendications du mouvement paysan colombien et de deux organisations paysannes en particulier. Derrière le conflit de sens autour de la notion, on observe un réel conflit politico-social dans lequel le mouvement paysan colombien tente de politiser l'agriculture familiale pour positionner ses revendications au niveau national. Les enjeux vont au-delà d'une vision agronomique et technique du développement rural, puisque les organisations paysannes colombiennes transforment le cadre « agriculture familiale » en revendications pour la dignité et pour le droit à la vie et la défense du territoire, face à un modèle de développement qui menace l'existence même du *campesinado*¹.

Mots-clés : Organisations paysannes, cadres de l'action collective, mouvements sociaux, Colombie, agriculture familiale, autonomie territoriale.

^{*} Doctorante en sciences politiques au Centre Émile Durkheim de l'IEP de Bordeaux, en codirection avec le CRAPE de Rennes. Boursière AMI à l'Institut français d'études andines, antenne de Bogotá (Umifre 17 CNRS-Maedi, USR 3337, Amérique latine).

^{**} Professeure à l'Université nationale de Colombie, département de géographie. Chercheuse associée à l'IFEA (Umifre 17 CNRS-Maedi, USR 3337, Amérique latine).

1. Paysannat.

L'AGRICULTURE FAMILIALE : UN ENJEU CHARGÉ DE SENS DANS LE CONTEXTE COLOMBIEN

Le soulèvement² des paysans colombiens lors de la grève nationale agraire d'août 2013 illustre toute l'actualité de l'agriculture familiale dans le contexte colombien. Au cours de ces mobilisations, les paysans ne questionnent plus seulement la répartition des terres, ils revendiquent également la dignité de la vie dans les campagnes (accès à l'éducation, accès à la santé, qualité des infrastructures), le respect de leur environnement et, de manière générale, une place dans la société colombienne. L'exclusion historique de ceux qui produisent pour alimenter le pays s'observe notamment au niveau institutionnel par l'absence de l'État dans les campagnes reculées (Serje, 2013) et par une faible représentation politique des paysans – notamment ceux qui habitent les régions marginales (Salgado et Prada, 2000). Cette exclusion est de moins en moins acceptée socialement et donne lieu à une recrudescence du mouvement paysan depuis la fin des années 2000, recrudescence qui coïncide, avec une diminution de la violence sociale et politique avec la fin du gouvernement d'Alvaro Uribe.

Les acteurs de la grève nationale agraire se sont surtout mobilisés autour des thèmes de la justice sociale et de la dignité. Ils contestent de manière radicale les politiques économiques en vigueur et mettent en avant des alternatives sociales au projet gouvernemental. Parti de la région du Catatumbo, où les organisations paysannes revendiquent depuis longtemps leur reconnaissance, le mouvement s'est ensuite étendu. Tout d'abord aux producteurs de pomme de terre de la région du Boyacá réunis autour du comité « Dignidad Papera », puis aux producteurs d'oignons (« Dignidad Cebollera »), aux producteurs de lait (« Dignidad Lechera ») mais aussi aux producteurs de café des départements de Caldas et Quindío³ (« Dignidad Cafetera ») et aux producteurs de *panela* (dérivé de la canne à sucre) du département du Valle del Cauca (« Dignidad Panelera »). Derrière le ralliement à la « dignité », les organisations paysannes critiquent la signature des Traités de libre commerce (TLC) avec les États-Unis (mai 2012) et avec l'Union européenne (août 2013) qui mettent directement en concurrence les paysans colombiens, faiblement équipés et non subventionnés, avec les secteurs subventionnés de l'*agrobusiness* nord-américain et européen (Garay Salamanca, Barberi Gómez et Cardona Landínez, 2010). Elles contestent également l'interdiction de semer les graines issues des récoltes et l'obligation d'obtenir de coûteuses certifications pour les semences, dispositions qui sont incluses dans ces traités. Les TLC favorisent l'exportation de produits primaires clés, comme le pétrole, mais renforcent la dépendance alimentaire, dans un

2. Une mobilisation d'une telle ampleur n'avait pas eu lieu depuis les grèves agraires de 1971 et la grève civique nationale de 1977 (Archila, 2003).

3. Le secteur du café est en crise depuis les années 1990 (Ramírez Bacca, 2001).

pays où la population rurale, qui représente 32 % de la population totale, est la plus touchée par la pauvreté⁴ et le conflit armé (Forero Alvarez *et al.*, 2002). Cette formulation des revendications paysannes en Colombie s'inscrit dans un contexte de re-primarisation de l'économie et de renforcement du modèle extractif de développement. Pour le mouvement paysan, la défense de l'agriculture familiale va donc de pair avec une opposition ferme aux logiques de concentration et d'accumulation de terres, latifundiaires et, de plus en plus ces dernières années, agro-minière-exportatrices.

L'agriculture familiale apparaît dès lors comme un enjeu central dans le conflit social. Les organisations paysannes sont amenées à utiliser le terme d'agriculture « familiale » pour se référer à ce qui traditionnellement est connu comme agriculture « paysanne », étant donné que le « paysannat » – *el campesinado* –, détient en Colombie une dimension historique de lutte (pour la redistribution et pour la reconnaissance) qui va bien au-delà de la dimension productive de l'agriculture (Zamosc, 1987 ; Londoño, 2011 ; Palacios, 2011). La spécificité du contexte colombien réside dans l'imbrication historique des questions politiques et des questions agricoles, qui amène à penser la politique agricole en même temps que la représentation politique des paysans. La notion de *campesinado*, qui fait référence aux paysans comme à un corps constitué – ou même à un ordre dans le cadre d'une société inégalitaire –, articule les dimensions sociologiques (Fals Borda, 1961), politiques et culturelles, et exprime à quel point la terre représente bien plus qu'un bien économique. Alors que se diffuse au niveau international le concept d'agriculture familiale, promu par une vision agronomique et technique du développement⁵ qui entend proposer une alternative à l'*agrobusiness*, les organisations paysannes colombiennes se réapproprient le concept (peu utilisé par exemple par les chercheurs colombiens qui se réfèrent surtout à l'agriculture paysanne). Les différents usages du concept par les acteurs locaux mettent en avant un conflit de sens et un réel conflit politico-social à l'échelle locale et nationale. On perçoit bien en comparant différents niveaux d'analyse que la proximité sémantique entre agriculture familiale et agriculture paysanne permet aux organisations paysannes de jouer sur plusieurs cadres, entre le cadre apparemment neutre mis en avant au niveau international et le cadre clairement politique au niveau national qui s'inscrit dans l'histoire des luttes sociales. Les expressions « agriculture familiale » et « agriculture paysanne »

4. Selon le Département administratif national de statistiques (Dane), plus de 48 % des ruraux colombiens vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle en 2012.

5. On sous-entend ici qu'une grande partie des études des institutions internationales et de la FAO en particulier se concentrent sur l'aspect agronomique et technique de l'agriculture familiale notamment avec comme des analyses sur l'accès aux ressources pour la transformation ou le maintien des systèmes productifs dans une logique d'évaluation des performances. Les réflexions portent sur l'aspect technique de l'amélioration des structures productives à l'échelle de la parcelle ou de la famille, et moins sur l'aspect plus politique comme la répartition des terres, les impacts environnementaux ou encore les dimensions culturelles de l'agriculture familiale. Cette vision est à mettre en parallèle avec la construction normative au sein des discours des agences onusiennes et des institutions internationales.

peuvent donc, selon le contexte, être employées l'une pour l'autre ou au contraire être distinguées pour s'inscrire dans une vision technique du développement dans le premier cas ou dans une vision politisée dans le second.

Notre analyse se fonde sur des observations participantes lors de diverses mobilisations du secteur paysan colombien depuis 2012, ainsi que sur une cinquantaine d'entretiens auprès de différents membres et leaders des organisations paysannes. Nous nous plaçons à deux niveaux d'analyse. Le premier, global, porte sur les principales revendications qui émanent au niveau national de ce rassemblement d'organisations sociales hétérogènes qui constituent le secteur paysan. Historiquement organisées par type de production, de nouvelles propositions d'organisation politique nationales ont émergé ces dernières années, comme c'est le cas du Congrès des Peuples ou de la Marche Patriotique, qui réunissent plusieurs secteurs de la mobilisation populaire en Colombie et au sein desquelles le secteur paysan occupe une place de choix. Le second niveau d'analyse se focalise sur la manière dont, au niveau local, deux organisations paysannes construisent leurs revendications : l'Association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra (ACVC) créée en 1998 dans la région du Magdalena Medio, et les communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et Curvaradó du bassin du Bas Atrato (département du Chocó, voir figure 1).

L'ACVC⁶ est aujourd'hui considérée comme une organisation qui impulse le mouvement social paysan au niveau national par le biais de la promotion des Zones de réserve paysanne (ZRC), une figure d'aménagement territorial qui vise à protéger les agricultures paysannes face aux accaparements de terres pour l'élevage extensif (latifundio traditionnel), l'*agrobusiness* et le secteur minier-énergétique. Les communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et Curvaradó sont quant à elles organisées autour de la figure juridique des territoires collectifs (Hoffman, 2004), figure constituée au nom de la défense du multiculturalisme depuis la reconnaissance officielle de celui-ci par la Constitution de 1991. Elles sont également emblématiques des luttes paysannes pour le territoire en Colombie car elles ont subi d'importants déplacements de population et abritent encore aujourd'hui des zones humanitaires alors que le gouvernement cherche à promouvoir des restitutions de terres dans un contexte de violence larvée⁷. Ces deux organisations paysannes revendiquent leur existence et donc

6. L'ACVC est créée à la suite d'une grande marche qui a rassemblé en 1996 à Barrancabermeja entre 5 000 et 6 000 paysans. Les paysans de différentes municipalités de la région cherchaient à alerter les pouvoirs publics sur l'abandon de l'État dans ces campagnes (éducation, santé, infrastructures) et sur les fumigations constantes de leurs cultures par l'armée colombienne. De plus, les paysans cherchaient à rendre visible les menaces, violences et massacres commis après l'entrée des paramilitaires dans la région à la fin des années 1990 (Silva Prada, 2011).

7. Plus de 70 % de la population des communautés afro-descendantes de ces deux bassins-versants voisins a été déplacée par les paramilitaires et l'armée régulière entre 1996 et 1997. En 2003, la Cour interaméricaine des droits de l'homme octroie des mesures provisoires de protection aux populations, ce qui permet à certaines familles de retourner sur leurs terres, mais celles-ci sont occupées par des entreprises (plantations de palme africaine et élevage intensif). Face aux menaces constantes et

pressions foncières exercées par les grands propriétaires terriens, les firmes de l'*agrobusiness* et du secteur extractif. Bien qu'ayant des revendications similaires, les deux types d'organisations locales, sous forme de ZRC et de territoires collectifs, déterminent une façon distincte de formuler leurs revendications car elles interprètent l'agriculture familiale au regard de réalités très différentes. Les paysans dont il est question dans le Magdalena Medio s'organisent au niveau collectif pour mettre en place des projets productifs (riziculture, élevage de bétail, transformation de la canne à sucre), tandis que chaque famille cultive sa parcelle destinée à l'autoconsommation. Les afro-descendants du Bas Atrato maintiennent une agriculture visant à garantir la souveraineté alimentaire dans des conditions sécuritaires difficiles. Ils produisent majoritairement du riz, des bananes et des bananes plantains, du manioc et certaines communautés se dédient à la pêche.

Pour comprendre les sens locaux du concept d'agriculture familiale, ainsi que les différents jeux autour de la notion, nous faisons appel à l'analyse en termes de cadres de l'action collective, inspirée des travaux d'Erving Goffman et mis en avant par David Snow (Goffman, 1974 ; Snow *et al.*, 1986, 2000). Nous analyserons comment un concept considéré comme neutre au niveau international représente au niveau local un débat politique autour d'un modèle de développement alternatif sur la place des agricultures familiales par rapport au développement de l'agro-industrie et de l'industrie extractive. En effet, les enjeux de définition autour de cette agriculture familiale cachent un réel débat politico-social sur l'existence même du paysannat colombien, tant au niveau de son intégrité physique que de sa reconnaissance comme sujet politique. Au-delà d'une apparente adhésion des divers acteurs du conflit social autour de cette notion, c'est un véritable conflit de sens qui se joue. Nous verrons dans un premier temps que la multifonctionnalité de la thématique de l'agriculture familiale permet aux organisations paysannes colombiennes de jouer sur divers soutiens internationaux. À la lumière du cas colombien, nous examinerons les perceptions locales d'un concept devenu phare au niveau international, ou du moins réhabilité, l'usage qui en est fait dans les différents cadrages des revendications et le sens qui lui est attribué dans ce contexte particulier.

OPPORTUNITÉ DE MOBILISATION AUTOUR D'UN DÉNOMINATEUR COMMUN IDÉAL

L'agriculture familiale érigée et légitimée par la FAO, via l'année internationale, représente un thème d'appel dans un contexte de crise agricole mondiale et de marchandisation des ressources naturelles. Le concept d'agriculture familiale comme solution apportée aux déséquilibres agricoles mondiaux apparaît comme un cadrage pertinent pour de nombreux acteurs. Les cadres d'interprétation

d'inspiration goffmanienne se définissent comme des schèmes d'interprétation qui permettent aux individus de « localiser, percevoir, identifier, étiqueter » des situations (Goffman, 1974, p. 21). Si l'on transpose cette notion à l'action collective, le cadre sert à mobiliser plusieurs personnes autour d'une même cause, mais aussi à glaner des soutiens d'autres participants à cette cause. Le cadrage « agriculture familiale » apparaît comme suffisamment flexible et inclusif pour que de nombreux acteurs s'y sentent affiliés, en faisant un cadre cardinal, comme défini dans les travaux de David Snow. La consécration d'une année de l'agriculture familiale renforce l'idée d'un concept capable d'apporter des solutions aux enjeux de la faim dans le monde, et glanant diverses revendications du secteur agricole mondial. C'est en quelque sorte un dénominateur commun idéal, qui fait résonance dans de nombreux secteurs.

Au niveau de la coopération internationale, l'agriculture familiale fait la synthèse entre différents secteurs du développement, qui ont depuis de nombreuses années appelé à se recentrer sur les pratiques locales et sur la participation des populations bénéficiaires de l'aide. De plus, l'agriculture familiale, dans la porosité de sa définition, réunit tout aussi bien les questions purement techniques de sécurité alimentaire et nutritionnelle, les préoccupations sur les conditions socio-économiques des familles paysannes, que des questions plus militantes comme la reconnaissance du rôle du paysan dans l'économie mondialisée.

Dans le contexte colombien, cet engouement et la légitimité internationale de l'agriculture familiale arrivent à point nommé, alors que la question foncière, au cœur du conflit colombien, revient sur le devant de la scène. Après de nombreuses mobilisations du secteur paysan en termes de droits de l'homme, les questions de politique foncière et de politique agricole sont redevenues centrales dans les revendications paysannes. Plusieurs études de référence ont été réalisées ces dernières années et montrent que toutes les tentatives de réforme agraire ayant avorté, la Colombie présente aujourd'hui les plus fortes inégalités foncières en milieu rural dans le monde, avec un indice Gini des terres de 0,86 en 2009, en augmentation durant la dernière décennie (Pnud, 2011 ; Igac, 2011). Les plus petites exploitations (*microfundio*), qui représentent 54,1 % des paysans, possèdent 3,4 % des terres ; les petits paysans réunis en *minifundio*, soit 21,8 % des propriétaires, possèdent 7,1 % de la terre, alors que les grands propriétaires qui représentent 1,6 % des agriculteurs possèdent 43,9 % des terres en 2012⁸. La question de la concentration de la terre est aussi au cœur des négociations de paix à La Havane entre le gouvernement et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) depuis octobre 2012, alors que la politique foncière et le développement rural intégral constituent le premier point de

8. D'après Absalon Machado (PNUD, 2011) sur la base des données cadastrales de l'Igac.

l'agenda. L'agriculture familiale y a été mise en avant tant par le gouvernement, dans une volonté de revaloriser le secteur rural, que par la guérilla des Farc dans le sens d'une nouvelle répartition des terres.

À ce titre, le sujet des Zones de réserve paysanne (ZRC)⁹ est au cœur des enjeux : le gouvernement reste réticent à leur extension et à leur multiplication face à la pression des grands propriétaires fonciers qui veulent utiliser ces terres. Pour les organisations paysannes, qui ont su rendre visibles ces questions au cours de la dernière décennie, les ZRC constituent un des piliers majeurs d'une Colombie postconflit. Les ZRC sont une proposition d'aménagement territorial constitué par la loi 160 de 1994 qui, dans son chapitre XIII, les définit comme un régime spécial de propriété. Elles ont pour objectifs de fixer la frontière agricole et de limiter la concentration des terres, dont le moteur historique est l'accaparement des terres domaniales (*baldíos de la Nación*). La définition de périmètres dans des zones de colonisation récente doit permettre d'octroyer des titres de propriété, individuels ou collectifs aux paysans petits et moyens et de réguler tout autre type d'investissements. Les ZRC, réglementées en 1996, ont évolué progressivement vers la constitution d'organisations paysannes protégeant et impulsant l'entrepreneuriat à petite échelle et revendiquant plus d'autonomie dans la gestion des projets pour leurs territoires.

Le secteur paysan s'est donc progressivement emparé de la loi 160 de 1994 relative aux ZRC, qui constituent ainsi le fer de lance de ses mobilisations. À travers cette proposition d'aménagement territorial, la mise en valeur de l'agriculture familiale permet au mouvement paysan d'opérer un recadrage de ses revendications. En effet, au-delà des revendications agraires dites classiques (répartition des terres et titres de propriété), les ZRC font évoluer les revendications vers l'élaboration d'une politique de développement plus large, sous la bannière de la dignité. Les ZRC s'immiscent ainsi dans le débat fédérateur que représente l'agriculture familiale et le concept international fait résonance avec une situation spécifiquement nationale.

Le cadre d'interprétation de l'agriculture familiale permet alors d'aborder à la fois les questions foncières, de souveraineté alimentaire, de la place du paysannat dans le postconflit et du modèle de développement économique (tensions entre politiques agricoles et minières, entre promotion des investissements nationaux et étrangers). On assiste donc à une sorte de consensus autour d'un terme finalement peu, voire pas défini, dont la porosité semble convenir, mais qui laisse

9. On compte aujourd'hui cinquante ZRC à différentes étapes du processus de constitution et six ZRC constituées : El Pato dans le Caquetá (111 000 hectares, 7 500 habitants) ; Calamar dans le Guaviare (460 000 ha, 38 000 hab.) ; Cabrera dans le Cundinamarca (44 000 ha, 5 300 hab.) ; Arenal et Morales dans le sud du Bolívar (29 000 ha, 3 500 hab.) ; La Perla Amazónica dans le Putumayo (22 000 ha, 4 700 hab.) et la vallée du fleuve Cimitarra en Antioquia (184 000 ha, 35 800 hab.).

place à de très nombreuses interprétations. De la FAO à la *Via Campesina*¹⁰, en passant par le gouvernement colombien et la guérilla des Farc tous se réclament de ce cadre d'interprétation. Cependant, cet engouement ne peut nous faire perdre de vue les différentes interprétations des enjeux locaux. On peut observer des décalages contextuels entre les organisations colombiennes et les interprétations faites par d'autres organisations paysannes, comme en France. Les différents acteurs locaux ne mettent pas les mêmes mots derrière le concept et même s'ils se comprennent sur l'enjeu majeur, ils sont loin de partager les mêmes interprétations. Lors d'une rencontre entre l'ACVC et la Confédération paysanne, on remarque ces décalages. Pierre rencontre Leonardo¹¹ à l'occasion de la venue en France de l'ACVC pour sensibiliser sur le sujet des ZRC et des modes de production locaux. Ils échangent sur l'ouverture internationale des marchés agricoles, les prix fixés par des marchés virtuels et plus globalement sur l'impact des politiques libérales. Leonardo explique la situation en Colombie et les conséquences des traités de libre commerce dans les campagnes, ce que Pierre essaye de mettre en lien avec la situation des agriculteurs français. Leonardo insiste sur les difficultés locales pour cultiver en l'absence d'infrastructures, ainsi que sur l'insécurité foncière, la présence des multinationales et les menaces frappant les paysans qui restent sur le territoire. Pierre a l'air grandement intéressé, mais a du mal à saisir ce que Leonardo tente de lui expliquer sur le contexte colombien. Leonardo lui parle alors des violences que subissent les leaders paysans, pendant que Pierre lui présente la menace des transgéniques. Les deux acteurs locaux semblent très heureux de leur rencontre et mettent en avant le fait que leur ressenti est analogue et que les marchés globaux menacent l'agriculture familiale. Par le biais du cadrage « agriculture familiale », Pierre et Leonardo ont pu échanger sur leurs revendications respectives. Cependant, le chercheur ayant eu l'occasion de connaître les deux contextes peut se rendre compte que les deux acteurs ne parlent pas de la même chose car chacun interprète l'agriculture familiale à l'aune de ses réalités.

Ainsi, au-delà d'une conception stratégiste de l'usage des cadres de l'action collective (Mathieu, 2002), où chaque acteur se mobilise en fonction des opportunités (Duyvendak et Broer, 2012), il faut comprendre les cadres comme autant de perceptions locales différentes. Loué au niveau international, repris par les différents acteurs de la coopération internationale, le concept d'agriculture familiale apparaît comme une solution crédible au conflit social colombien via

10. La *Via Campesina* née en 1993 s'autodéfinit comme un mouvement paysan international qui rassemble plusieurs organisations paysannes dans différents pays au Sud comme au Nord. Prônant une autre mondialisation, elle défend l'agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Cf. *Via Campesina*, 2010, « L'agriculture familiale, paysanne et durable peut nourrir le monde » Djarkata Septembre 2010. <http://viacampesina.org/downloads/pdf/fr/paper6-FR.pdf>

11. Les prénoms ont été modifiés.

une traduction à l'échelle nationale de cet enjeu par une partie du mouvement paysan.

AU-DELÀ D'UNE LÉGITIMITÉ INTERNATIONALE : LA POLITISATION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

Si l'agriculture familiale telle que valorisée au niveau international ne correspond pas aux conceptions locales, nous avons vu l'intérêt qu'ont les organisations paysannes à cadrer leurs luttes dans ce langage afin de bénéficier du pouvoir d'attraction de ce concept. Pour Jean-Gabriel Contamin, il ne s'agit pas d'aligner des cadres pour susciter une mobilisation. L'engouement autour d'un mouvement social s'explique en partie par le fait que différents cadres hétérogènes interagissent et tentent alors de profiter du pouvoir d'attraction d'un mouvement central (Contamin, 2003). Ainsi, si l'ONU définit l'agriculture familiale et lui donne en 2014 une importance, les acteurs participant de cet engouement ont tous des interprétations distinctes de ce concept et rassemblent en son sein des intérêts parfois divergents.

Au niveau local, l'agriculture familiale fait écho à une économie paysanne et à une forme de production que pratiquent les communautés. Dans le contexte du conflit colombien, les paysans du Magdalena Medio et du Bas Atrato ont dû endurer des blocus économiques répétitifs imposés par les différents acteurs armés, parfois en raison des conflits ouverts sur les routes, parfois dans le cadre d'une stratégie de contrôle des groupes armés sur les populations via l'alimentation¹². Dès lors, souvent limités dans leurs possibilités de commercialiser leurs produits, les paysans se sont surtout consacrés à la production dans un cercle restreint, celui de la communauté. Les modes de production mis en place pour résister aux crises reposent sur l'entraide communautaire, le travail familial et le fonctionnement en coopératives. Afin de pallier les carences alimentaires, faute de contact avec les villes, les paysans ont été amenés à diversifier leur production et à organiser des échanges entre producteurs. Au sein des *Juntas de Acción Comunal* (équivalent des comités de résidents) et des conseils communautaires (pour les populations afro-descendantes), les paysans s'organisent par comités pour la surveillance de la production, les échanges entre producteurs et la répartition des travaux communautaires. Ainsi, les débats concernant l'agriculture familiale n'apportent pas d'éléments nouveaux pour ces populations rurales et la promotion des

12. Dans le Magdalena Medio, blocus ponctuels imposés par les paramilitaires et l'armée nationale sur les routes et voies fluviales jusqu'à la fin des années 2000 et qui ne laissent passer ni vivres ni essence ni médicaments dans les villages, accusant les paysans d'approvisionner la guérilla. Dans le Bas Atrato, blocus économique quasi constant entre 1997 et 2004 et hermétique de mars 2003 à avril 2004. La présence des paramilitaires dans la région ne permettait plus aux habitants de circuler et donc de s'approvisionner dans les villages.

agricultures familiales s'apparente à un recyclage des savoirs paysans, qui trouvent alors une légitimité de par leur reconnaissance internationale. Au sein des ONGI et des institutions internationales, la thématique est présentée par des experts de la question, pendant que localement les organisations paysannes sont convaincues sur la base de leur propre expérience de l'importance de ce mode de production. Nous serions alors face à un mode de production d'origine locale, récupéré par l'international pour dresser des recommandations auprès des acteurs locaux. La légitimation internationale apparaîtrait alors comme le seul moyen pour que la cause paysanne locale soit reconnue et entendue sur la scène nationale.

Cependant, le recyclage induit qu'il y a formation d'un produit nouveau, qui diffère du produit précédent. Ainsi, si l'agriculture familiale n'est pas un thème nouveau pour le monde rural colombien, cette thématique s'inscrit cependant dans une dynamique différente. Des décalages entre les niveaux international et local autour d'une même thématique de travail rendent compte de ces évolutions et des différents processus d'appropriation du cadre, en permanence discuté, recomposé et évoluant au rythme des rencontres, notamment à travers le jeu entre les qualificatifs « familiale » et « paysanne ». Lors d'un atelier organisé en octobre 2013 dans le département du Cauca par la FAO et l'Incoder (Institut colombien de développement rural) et auquel participaient des représentants de plusieurs ZRC, la notion d'agriculture familiale a été discutée. La FAO, représentée par des experts en agroécologie, échangeait avec les paysans sur la diversité de leurs expériences locales. Au-delà d'une rencontre entre des acteurs locaux et internationaux pour la construction d'un consensus autour de l'agriculture familiale, un des ateliers a fait émerger certaines dissonances. La consigne de l'atelier, où les paysans étaient réunis par groupes, portait sur la réalisation d'un diagnostic d'une exploitation de la région du Cauca et de propositions de solutions. Les différents groupes ont mis en évidence plusieurs problèmes comme le manque d'accès à l'eau, la pauvreté des sols, la présence de fléaux divers nuisant aux cultures, la pauvreté de l'alimentation pour les volailles et l'existence d'un conflit territorial. Le dernier élément est celui qui a suscité le plus de débats. Les animateurs de la FAO recommandaient de ne pas faire apparaître cette problématique, justifiant qu'il fallait penser l'exercice au regard des solutions que le paysan pouvait apporter de manière individuelle et à l'échelle locale. Cependant, cette identification du problème a soulevé d'après conversations entre différents membres des ZRC qui insistaient sur la prévalence du problème foncier en le formulant de différentes manières selon les groupes – « conflit territorial », « manque de sécurité sur la terre », « titre de propriété », « permanence sur le territoire » –, démontrant que sans la terre le paysan ne pouvait pas penser à long terme les autres problèmes identifiés. Face à ces conversations, les animateurs de la FAO, mal à l'aise, ont cherché à recentrer le débat sur l'aspect technique des solutions à apporter. On perçoit

bien que, malgré un consensus autour de l'agriculture familiale, la question de l'accès à la terre et des conflits fonciers et territoriaux est omniprésente pour les communautés paysannes locales bien au-delà des aspects techniques et dépolitisés mis en avant par la FAO. Le processus de cadrage n'est pas seulement l'apanage des « producteurs » du concept, mais aussi le fait des leaders qui cherchent à politiser cette thématique selon les besoins identifiés à partir de leur expérience locale. Cela donne plutôt lieu à une « rencontre de deux « stratégies » plus ou moins conscientes : celles d'entrepreneurs « centraux » qui cherchent à élaborer un cadre assez ouvert pour que chacun puisse s'y retrouver et apparaître comme concerné ; et celle d'entrepreneurs « locaux » qui contribuent à ce rapprochement des cadres en acclimatant le cadre central à des configurations locales et en facilitant la construction du concernement des mobilisés potentiels » (Contamin, 2003). Au-delà de la vision stratégeste des mobilisations paysannes autour de ce concept phare, il faut également réintégrer l'aspect cognitif de l'implication d'un tel concept dans un contexte autre que celui de sa définition (Johnston, 1995).

Cette redécouverte de l'agriculture familiale inscrit donc le débat colombien dans une perspective nouvelle : il ne s'agit plus seulement de nourrir la planète et de satisfaire les conditions des paysans, mais bien de répondre à des revendications précises de la part de sujets politiques. Le cadrage « agriculture familiale » effectué par les organisations paysannes au niveau national va au-delà des revendications agraires et induit des exigences de développement alternatif face à un modèle économique qu'elles jugent excluant et menaçant, ce qui s'est observé au cours de la Cumbre Agraria Etnica y Popular (sommet agricole, ethnique et populaire). Cet événement organisé en mars 2014 (soit après la mobilisation sans précédent d'août 2013), qui a rassemblé les différents secteurs du mouvement paysan colombien, annonçait la « construction d'un programme unitaire¹³ ».

Les acteurs locaux ne sont pas en attente d'une solidarité internationale providentielle qui viendrait avec ses concepts et ses outils, au contraire ils ont des processus propres d'appropriation face à des thématiques jugées mondiales telles que l'agriculture familiale. Les organisations paysannes étudiées s'approprient ainsi ces concepts et les adaptent, les traduisent en langage local, et les mettent en parallèle avec leurs propres perceptions.

13. Convocation pour le Sommet agricole, ethnique et populaire, 5 mars 2014. Source : Prensarural.org. Traduction des auteurs.

PERCEPTIONS LOCALES ET RÉAPPROPRIATION D'UN CONCEPT PHARE : QUE SIGNIFIE LOCALEMENT L'AGRICULTURE FAMILIALE ?

Les acteurs sociaux sont des négociateurs des situations sociales, et tout concept fait l'objet d'une discussion implicite puisqu'il est interprété à la lumière des expériences locales et selon les outils d'entendement que possèdent les acteurs. Les paysans colombiens n'ont pas le même panorama que les experts de la FAO lorsqu'ils abordent le même concept car ils interagissent dans des contextes différents. L'agriculture familiale est érigée en enjeu au niveau local dès lors que les acteurs cherchent à la définir localement.

L'adhésion relative à ce concept phare est moins automatique qu'elle n'y paraît, elle fait l'objet d'un débat au sein des organisations paysannes, où le concept est soumis à subjectivation. Les organisations paysannes colombiennes sont face à un dilemme : utiliser un concept qui se veut apolitique et fondé sur la technicité d'un mode de production tout en lui donnant une signification propre, celle d'un cadre d'interprétation des injustices dans le monde rural. Pour le mouvement national paysan, il s'agit de positionner les intérêts des petites et moyennes exploitations dans la politique gouvernementale. À travers des choix quant à la définition de l'agriculture familiale, c'est l'intégration du *campesinado* dans les politiques publiques qui se joue, sa représentation politique et donc sa place dans la société colombienne (Cinep/Programa Por la Paz, 2013). Ce recadrage d'une situation jugée problématique et la désignation d'un responsable ou destinataire des revendications permet à l'organisation de passer de la revendication à la définition d'un problème public (Thivet, 2012).

C'est ce qui s'observe dans le mouvement au niveau national. Les mobilisations autour du thème de la dignité et de la justice sociale en 2012-2013 ont mis l'accent sur une vision commune vis-à-vis d'un modèle politique qui appelle l'État à répondre à ces revendications. La « table nationale de négociations et d'accords » (MIA/Mesa nacional de Interlocución y Acuerdo), mise en place durant la grève, rassemble le gouvernement et les acteurs de la mobilisation et aborde les nombreuses doléances du secteur rural. Ainsi, le niveau national joue un rôle clé entre une vision politisée de l'agriculture familiale au niveau local et une conception plus technicisée au niveau international. Tout l'enjeu du mouvement paysan colombien est d'interagir sur ces deux axes, en se positionnant clairement face aux politiques publiques agricoles et en faisant des propositions concrètes tant sur les questions de la restitution des terres, les politiques agraires de redistribution que sur la réparation des victimes du conflit, jouant ainsi sur plusieurs espaces de négociations : les dialogues de paix à La Havane et les négociations autour des politiques agricoles entre les acteurs de la grève nationale agraire et le gouvernement de Juan Manuel Santos. De cette manière,

le mouvement social paysan cherche à peser sur les politiques publiques dans le monde agricole colombien.

Le travail des leaders paysans consiste à « localiser » le concept d'agriculture familiale, pour le rendre compréhensible et cohérent par rapport à ce que vivent les communautés dans les campagnes. Le cadre de l'agriculture familiale permet ainsi de clarifier des « adversaires ». En effet, le ralliement autour de l'agriculture familiale comme solution pour l'approvisionnement des villes et l'alimentation du monde rural et l'accord sur celui-ci ne veut pas dire que tous les acteurs sont d'accord sur l'origine des problèmes, autrement dit sur le cadrage des injustices¹⁴. Le cadrage autour d'une thématique permet également au mouvement paysan colombien de se distinguer de ses opposants par le biais d'un *counterframing*, autrement dit d'un contre-cadrage. Dans notre cas, étant donné que tous les acteurs utilisent en apparence le même cadrage, le conflit de cadres se déplace en un conflit de sens autour de ce qui est entendu comme étant l'agriculture familiale.

Notre travail sur l'ACVC nous a permis d'identifier les différents effets de cadrage au sein de l'organisation. Depuis sa création en 1998, l'ACVC a évolué dans ses thématiques de travail auprès des communautés paysannes (qui représentent 120 « conseils municipaux » sur trois départements). Au début des années 2000, on note une place importante des questions de spoliations (*despojo*) des paysans et des revendications autour du slogan « la terre pour celui qui la cultive » (Fajardo Montana, 2013). Cependant, l'augmentation des violences à l'encontre de l'organisation a obligé à formuler des demandes en termes de droits de l'homme pour alerter sur la situation¹⁵ (Daviaud, 2010). Aujourd'hui, les leaders articulent les enjeux autour de l'agriculture familiale à un discours politique critique du système néolibéral, qui menace l'intégrité physique des populations mais également le mode de vie paysan et la survie des villages. Pour l'ACVC, le recours au terme d'agriculture familiale doit permettre de mettre en avant la responsabilité des entreprises agro-industrielles et minières, mais c'est également un appel à plus de régulation de la part de l'État colombien.

Au sein des communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó, le terme d'agriculture familiale est également invoqué dans le cadre d'un affrontement croissant sur les usages du sol. Cet affrontement va souvent au-delà du débat d'idées tenu au niveau national, puisqu'il s'agit de la survie même des

14. À ce sujet, on peut consulter Klandermans, de Weerd, Sabucedo et Costa (1999). Les auteurs y analysent les dissonances dans la désignation des adversaires, avec une étude de cas sur les agriculteurs en Espagne et aux Pays-Bas.

15. Une violence de différents types, alimentée par la longue stigmatisation des leaders paysans accusés de faire partie de la guérilla et renforcée par l'entrée des paramilitaires dans la ville de Barrancabermeja à la fin des années 1990 : arrestations arbitraires et montages judiciaires, faux-positifs (assassinats commis par l'armée nationale soucieuse d'obtenir des récompenses pour avoir tué des guérilleros qui n'étaient en fait que des paysans), disparitions forcées, torture, assassinats, etc. (Molano, 2009 ; Cinep/Credhos, 2004).

communautés. Ces communautés sont quotidiennement obligées de repousser l'avancée des entreprises qui occupent illégalement leur territoire. Ces entreprises d'élevage intensif, de palme africaine mais aussi de bananes à destination de l'exportation, sont installées sur le territoire collectif des communautés depuis le déplacement forcé qu'elles ont subi en 1997. Leur présence s'accompagne de graves atteintes aux droits de l'homme à l'encontre des habitants des zones humanitaires (assassinats de leaders, menaces quotidiennes, mais aussi destructions des cultures et atteintes à l'environnement à travers la déforestation et la pollution des sources d'eau). Le cadre « agriculture familiale » prend ici un tout autre sens au niveau local, puisqu'il est question de la survie même des paysans.

Suite aux relations prolongées avec le milieu humanitaire et la coopération internationale, les leaders de ces organisations se sont progressivement internationalisés et ils ont appris à parler le « langage international ». En jouant sur les formulations, l'ACVC sait gommer le côté revendicatif de son discours en insistant sur les aspects pratiques et les intérêts en termes de développement pour les communautés. Cette mise en mots est loin d'être anodine. Ainsi, un projet comportant les termes clés « agriculture familiale », « souveraineté alimentaire », « développement durable » sera-t-il plus à même d'être pris en compte au niveau international que si le langage local avait été transposé directement : « résistance territoriale », « souveraineté sur le territoire » ou encore « lutte anti-impérialiste ». Les communautés afro-descendantes utilisent également l'engouement international pour l'agriculture familiale pour mettre en avant les menaces constantes qui pèsent sur leurs territoires collectifs et sur le maintien de leur culture.

L'agriculture familiale est désormais associée à une revendication pour un droit au territoire, avec un glissement net cette dernière décennie des revendications pour l'accès à la terre à celles pour la défense du territoire. Alors que dans les années 1990 le droit à la terre signifiait l'accès à un espace de production et de vie pour la famille paysanne, aujourd'hui le droit au territoire recouvre d'autres sens : c'est la culture du paysannat, l'importance du respect de l'environnement, la souveraineté alimentaire, le maintien d'espaces de socialisation et la conscientisation politique qui sont en jeu. Organiser la lutte au niveau du territoire permet aussi de sortir des logiques individuelles imposées ces dernières années par les politiques de formalisation et d'enregistrement des droits fonciers (qui répondent à des revendications concernant l'accès à la terre) et de constituer des collectifs qui, seuls, peuvent garantir à moyen terme la sécurité foncière et la permanence *in situ* des paysans face aux convoitises des grandes firmes. Convoitises que ces dernières exercent dans le cadre de marchés fonciers (pressions à la vente) ou bien en dehors de ceux-ci : expulsions et spoliations dans le cadre d'opérations militaires et paramilitaires, octroi de

concessions par l'État aux entreprises sur des terres domaniales occupées par des paysans. En ce sens, la promotion de l'agriculture familiale apparaît comme une composante de la lutte pour la défense du territoire.

Ainsi, le recours à la notion d'agriculture familiale est partie intégrante de stratégies locales visant au maintien sur place du *campesinado* et à son intégration effective au reste de la société. Ces habitants sont depuis longtemps stigmatisés par différents acteurs du conflit, qui les désignent comme des guérilleros ou des collaborateurs de l'un ou l'autre camp (*sapos*), mais aussi par les tenants d'un développement agro-industriel pour qui les paysans sont incapables de développer un système productif efficient. En s'appropriant le terme d'agriculture familiale, les paysans colombiens amplifient le cadrage originel et lui donnent une autre valeur. Cette amplification de cadre ramène en quelque sorte les victimes du conflit à leur statut de paysans, dans une revalorisation identitaire qui sort le paysan de l'analyse victimaire pour en faire un sujet politique inclus dans le développement du pays. Les différents jeux de cadrage mis en place par les acteurs locaux marquent cette volonté d'ancrer l'attrait international pour ces thématiques dans une proposition politique plus large articulant le droit à la vie et le droit au territoire, qui met en avant les injustices vécues et les menaces qui pèsent sur leur vie et leur mode de vie, bien loin d'une conception strictement technique de l'agriculture familiale. La réappropriation locale du concept et sa lecture au regard des enjeux colombiens signifient un positionnement clair qui ancre le débat dans une alternative au développement économique et social actuel.

Au cours de cette réflexion, nous avons essayé de montrer comment des concepts légitimés au niveau international peuvent agir sur les représentations que les acteurs locaux se font de leurs propres intérêts et comment ces mêmes acteurs peuvent agir sur ces positionnements pour avancer des revendications construites localement et se positionner politiquement sur la scène nationale. Cette attribution de similarité et le jeu autour du cadrage « agriculture familiale » rendent possibles la mobilisation locale autour de cette question et l'ampleur actuelle du mouvement paysan.

Ce sont ces ajustements et les diverses réappropriations locales et nationales qui permettent également de passer de revendications formulées en termes d'agriculture familiale à une réelle proposition d'autonomie territoriale où l'agriculture familiale fait réellement sens pour les communautés locales. En effet, la lutte pour la défense du territoire, à laquelle s'articule la promotion de l'agriculture familiale pour les organisations paysannes colombiennes, a pris une nouvelle dimension lorsque l'Association nationale de zones de réserves paysannes (Anzorc) a impulsé une revendication d'autonomie territoriale pour les ZRC. La constitution politique de 1991 définit la Colombie comme un État à la fois unitaire et garantissant l'autonomie des entités territoriales

de base : les municipalités mais aussi les territoires collectifs des minorités ethniques (indigènes et afro-descendants). Dans ce contexte de reconnaissance du multiculturalisme, la volonté de constituer des territoires spéciaux autonomes, non plus sur une base ethnique, mais au nom de la spécificité du paysannat, apparaît comme un fait inédit. Existe-t-il une identité paysanne et sur quelle base se définit-elle ? Comment repenser les liens entre territoire et identité ainsi que leur articulation aux dynamiques économiques, politiques, culturelles et sociales ? Si cette revendication d'autonomie territoriale inscrit le mouvement paysan actuel dans l'histoire sociale de la Colombie, conflictuelle et jalonnée par la constitution de *palenques*¹⁶ (XVII^e-XVIII^e siècles), bastions paysans (1930-1960), zones d'autodéfense paysannes qualifiées en leur temps de républiques indépendantes (années 1950-1960), elle doit aussi être décryptée au regard d'une clameur pour un droit à l'existence qui, pour se faire entendre, sait se réappropriier les discours venus d'ailleurs.

BIBLIOGRAPHIE

- Archila M., 2003, *Idas y venidas, vueltas y revueltas. Protestas sociales en Colombia*. Bogotá : Icanh/Cinep
- Cinep/Programa Por la Paz, 2013, *Luchas sociales, Derechos Humanos y representación política del campesinado 1988-2012*, Bogota : Cinep.
- Cinep/Credhos, 2004, *Barrancabermeja, la otra versión, Caso tipo 3*, Informe Noche y Niebla.
- Contamin J.-G., 2003 « Les mobilisations altermondialistes avant les mobilisations altermondialistes : réflexions autour de l'alignement des cadres d'interprétation », communication au colloque du Germm intitulé « Les mobilisations altermondialistes » qui s'est tenu à Paris du 3 au 5 décembre 2003.
- Daviaud S., 2010, *L'Enjeu des droits de l'homme dans le conflit colombien*, Paris : Karthala.
- Duyvendak J. W. et Broer C., 2012, « Sensing and seizing opportunities. How contentious actors and strategies emerge », in Goodwin J. et Jasper J.-M., (dir.) *Contention in context. Political opportunities and the emergence of protest*, Stanford : Stanford University Press, pp. 240-255.
- Fajardo Montana D. A., 2013, « Colombia. Dos décadas en los movimientos agrarios », *Cahiers des Amériques latines*, n° 71, pp. 145-168.
- Fals Borda O., 1961, *Campesinos de los Andes*, Bogotá : Iqueima/Université nationale de Colombie.
- Goffman E., 1974, *Frame analysis. An essay on the organization of experience*, Londres : Harper and Row.
- Forero Alvarez J. et al., (2002), *La Economía campesina colombiana : 1999-2001*, Bogotá : Ilsa.
- Hoffman O., 2004, *Communautés noires du Pacifique colombien, innovations et dynamiques ethniques*, Paris : Karthala/IRD.
- Igac/Instituto Geográfico Agustín Codazzi, 2012, *Atlas de la distribución de la propiedad rural*

16. Lieux édifiés par les esclaves noirs affranchis et leurs descendants, ils constituaient des lieux de vie mais aussi des lieux d'organisation politique et d'autogestion. Au sein de ces communautés autonomes, les habitants cimarrons cultivaient de petites parcelles dans des zones souvent difficiles d'accès, qu'ils défendaient ardemment contre les espagnols.

- en Colombia*, Bogotá : Imprimerie nationale de Colombie.
- Johnston H., 1995, « Methodology for frame analysis. From discourse to cognitive schemata », in Johnston H. et Klandermans B. (dir.), *Social Movements and Culture*, Minneapolis : University of Minnesota Press, pp. 217-246.
- Klandermans B., de Weerd M., Sabucedo J. M. et Costa M., 1999, « Injustice and adversarial frames in a supranational political context. Farmer's protest in The Netherlands and Spain », in Della Porta D., Kriesi K. et Rucht D., *Social Movements in a globalizing world*, Londres : McMillan Press.
- Garay Salamanca L. J., Barberi Gómez F. et Cardona Landínez I., 2010, *Impactos del TLC con Estados Unidos sobre la economía campesina en Colombia*, Bogotá : Ilsa.
- Londoño R., 2011, *Juan de la Cruz Varela. Sociedad y política en la región de Sumapaz (1902-1984)*, Bogotá : Université nationale de Colombie.
- Mathieu L., 2002, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, pp. 75-100.
- Molano A., 2009, *En medio del Magdalena Medio*, Bogotá : Cinep.
- Palacios M., 2011, *¿De quién es la tierra? Propiedad, politización y protesta campesina en la década de 1930*, Bogota : Universidad de los Andes.
- PNUD, 2011, *Colombia rural. Razones para la esperanza, Informe nacional de desarrollo humano*.
- Ramírez Bacca R., 2001, « El movimiento cafetero campesino y su lucha contra los efectos de la apertura económica », in Archila M. et Pardo M., *Movimientos sociales, Estado y democracia en Colombia*. Bogotá : Université nationale de Colombie-CES/ICANH, vol. 1, pp. 173-204.
- Serje M., 2013, « El mito de la ausencia del Estado. La incorporación económica de las "zonas de frontera" en Colombia », *Cahiers des Amériques latines*, n° 71, pp. 95-117.
- Salgado C. et Prada E., 2000, *Campesinado y protesta social en Colombia 1980-1995*, Bogotá : Cinep.
- Silva Prada D. F., 2011, *Asociaciones campesinas en resistencia civil. Construcción de paz y desarrollo en el Magdalena Medio*, Bogotá : Uniminuto.
- Snow D., Rochford B., Worden S. et Benford R., 1986, « Frame alignment processes, micromobilization and movement participation », *American Sociological Review*, n° 51, pp. 464-48.
- Snow D. et Benford R., 2000, « Framing processes and social movements. An overview and assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, pp. 611-639.
- Thivet D., 2012, « Des paysans contre la faim. La "souveraineté alimentaire", naissance d'une cause paysanne transnationale », *Terrains et Travaux*, n° 20, pp. 69-85.
- Via Campesina, 2010, « L'agriculture familiale, paysanne et durable peut nourrir le monde », Djarkata.
- Zamosc L., 1987, *La Cuestión agraria y el movimiento campesino en Colombia. Luchas de la Asociación Nacional de Usuarios Campesinos (ANUC), 1967-1981*, Bogotá : Unrisd/Cinep.